

**Au nom de la Charia, des trafics de Drogue et d'Otages, du Pétrole, de l'Uranium et du Saint Profit, Ainsi soient-ils !
La guerre des fous d'Allah et des fous du Capital contre les peuples du Mali, d'Afrique et du Monde.**

Aux yeux de bon nombre de Maliens, l'intervention militaire a été jugée opportune voire salutaire. Cette apparente naïveté semble largement partagée en Afrique, en France, en Europe et un peu partout dans le monde. On ne s'efforce guère d'analyser les causes profondes de la crise actuelle au Sahel et de l'effondrement de l'État au Mali. On ne se préoccupe pas non plus de leurs enjeux locaux, régionaux et internationaux, des motivations réelles des interventions des Occidentaux, notamment de la France mais surtout de leurs conséquences sur les pays et les peuples de la sous-région voire de l'Afrique toute entière.

Le matraquage médiatique orchestré par les grands media occidentaux n'y est pas étranger. La désinformation systématique relayée par les media locaux publics et privés s'est largement focalisée sur deux problématiques essentielles.

La première fut de présenter la crise sous sa dimension religieuse comme une agression de djihadistes fanatisés dont le but était d'instaurer un État islamique au moyen de l'imposition par les armes d'une charia sanglante au nom de laquelle on violait et violait des femmes, on coupait mains et pieds, on saccageait monuments historiques et culturels séculaires, on imposait des normes et comportements plus ou moins ubuesques. Quoi de plus normal alors que d'aller « casser les reins » selon la terminologie employée par des militaires français, à une telle folie et de « libérer les pauvres populations maliennes » d'une telle hérésie. La leçon fut bien apprise et psalmodiée à souhait au Mali, en Afrique et partout dans le monde. Gare à ceux qui en doutent ou qui ne se soumettent à ce nouveau dogme! Ils sont déclarés traitres à la démocratie et aux droits de l'homme. Chercher à comprendre d'où venaient ces djihadistes et comment ils ont pu s'installer là des années durant n'a pas fait l'objet d'enquêtes. Pourtant il faut se demander :

- de quelles complicités ont-ils bénéficié?
- quels étaient leurs soutiens locaux, régionaux, internationaux?

- comment ceux d'entre eux venus de Libye, ont pu étrangement échapper à la surveillance de l'OTAN et rentrer en territoire malien aussi lourdement armés?
- d'où leur venait leur ravitaillement quotidien en vivres, en carburant et en munitions?
- quelle était l'origine des moyens financiers colossaux dont ils disposaient?
- qui a pu leur permettre de recruter des combattants venus de partout?
- quels étaient leurs parrains?
- avec qui organisaient-ils les trafics de drogue, d'armes et d'otages?
- pourquoi des pays voisins comme le Burkina Faso et la Mauritanie et un pays dit ami comme la France abrité, ont-ils pu soutenir et continuer à le faire, la rébellion armée du MLNA lui accorder une représentation et parfois même des camps d'entraînement?
- pourquoi c'est de la France que l'indépendance dudit Azawad a été proclamée?
- pourquoi et comment des pays, par ailleurs alliés stratégiques de la France et des USA, comme le Qatar et l'Arabie Saoudite ont-ils pu parrainer pareille aventure?

Beaucoup de questions se posent et il existe bien de zones d'ombre, bien de mystères qui ne s'éclairciront pas de sitôt.

La brusque offensive vers Sévaré, elle aussi, laisse perplexe quand on connaît les moyens de surveillance mis en place par la France et les USA depuis fort longtemps. Ce fut en tout cas un prétexte en or pour justifier l'intervention militaire de la France qui y répondit au quart de tour comme si tout cela avait été prévu et planifié.

La deuxième problématique fut de présenter la chute du régime malien de Amadou Toumani Touré comme une atteinte inacceptable à l'ordre 'démocratique' qui était édicté au Mali et largement adoubé par les puissances occidentales.

Le coup d'État et surtout le chef de la junte militaire furent catalogués comme le diable, le mal absolu. Tout le désastre malien leur fut imputé. Point n'est besoin de chercher à comprendre comment une démocratie longtemps érigée en modèle absolu par ses parrains occidentaux, ait pu s'effondrer aussi brutalement comme un château de cartes. Point n'est besoin de s'interroger sur la mal gouvernance endémique et la corruption systématique qui étaient la caractéristique largement connue par ailleurs du régime en place.

On connaît la suite :

- une Transition imposée par la CEDEAO, instrument docile des Occidentaux,
- une élite politique totalement discréditée aux yeux de son peuple réinstallée au pouvoir à travers des artifices juridiques présentés comme constitutionnels alors qu'ils violent justement la Constitution du Mali,
- une feuille de route de la transition taillée sur mesure et dictée,
- des élections imposées dans des délais invraisemblables,
- tout cela avec un déni cinglant au peuple souverain du Mali de décider en toute indépendance de son propre devenir.
- des lettres de demandes d'intervention suggérées voire rédigées à l'avance adressées à la CEDEAO, à l'Union Africaine, à l'ONU et d'intervention expresse auprès de la France pour donner une apparence de légalité à des décisions prises à l'insu et par-dessus la tête des populations maliennes et des institutions mises en place par la CEDEAO.
- des troupes d'occupation bientôt sous mandat onusien présentées comme force d'interposition puis de maintien de la paix en voie de positionnement pour instaurer cette fois-ci la 'charia' occidentale propice à l'exploitation des richesses minières tant convoitées par les Occidentaux et désormais placées sous la protection directe de leurs forces armées.

Mais venons-en à la déconstruction de tous ces évènements successifs menés à pas de charge et qui semblent avoir créé un ouragan dans la tête de bon nombre de Maliens, d'Africains, d'hommes et de femmes à travers le monde.

L'histoire finira par nous dira certainement mais probablement dans plusieurs décennies quels sont les commanditaires réels du coup d'État du 22 mars et de la brusque offensive des djihadistes en direction de Sévaré. Et s'ils avaient été suscités? Si le Capitaine Sanogo n'avait pas existé, n'aurait-il pas fallu vraisemblablement l'inventer?

Il était bien commode ce coup d'État aussi bien pour la France que pour la classe politique malienne au pouvoir depuis pratiquement deux décennies absolument responsable du désastre actuel. Pour se dédouaner, cette dernière emboucha la trompette de l'anti putschisme pour redorer son blason 'démocratique' fort terni par les faibles taux successifs de participation des populations maliennes à des processus électoraux entachés de nombreuses irrégularités et pourtant toutes curieusement validés par des observateurs internationaux mandatés par les Occidentaux à cet effet. Les déclarations de Laurent Bigot de la Sous Direction Afrique au Ministère français des Affaires Étrangères, brutalement remercié depuis, en sont la parfaite illustration. De nombreux témoignages ont confirmé depuis le fait que les Occidentaux savaient tout de la réalité de la

prétendue démocratie malienne et qu'ils se sont volontairement tus. Pire ils ont continué à en faire la promotion. Et pourquoi?

Parmi les anti putschistes de circonstance, il existe bon nombre d'anciens putschistes en tout genre, champions de tous les contournements et violations de la Constitution et des textes fondateurs de la 'démocratie' malienne. Parmi eux, les plus bruyants sont ceux qui avaient auparavant appelé déjà en 1992 à l'interruption du processus électoral par le même ATT lorsqu'ils se rendirent compte qu'ils n'étaient point les favoris des urnes. Ils furent les commanditaires des incendies sauvages qui ont ravagé les locaux du Parlement malien en Avril 1993. Ils firent feu de tout bois pour renverser le régime de Alpha Oumar Konaré, manipulèrent l'AEEM (Association des Élèves et Étudiants) jusqu'à la rendre impopulaire. Des mois durant, ils firent bon nombre d'appels du pied à l'armée pour renverser le régime pourtant « démocratiquement élu » d'alors. Le désordre orchestré paralysa longtemps le nouveau pouvoir. L'alerte fut chaude. Les populations tournèrent le dos à la nouvelle démocratie dont ils attendaient tout. Leurs rêves et espoirs furent brutalement assassinés.

La 'gestion concertée du pouvoir' fût la trouvaille 'géniale' du Président Konaré. Sa parade préfigura le 'consensus démocratique' de ATT en conviant toute la classe politique au festin du pouvoir. Bon nombre de militants dont certains avaient participé à la dure lutte de résistance populaire contre la longue dictature de Moussa Traoré succombèrent alors aux « balles enrobées de sucre » du pouvoir. Certains d'entre eux appartenaient à la gauche radicale. Communistes de tous bords, staliniens pour certains, ils se déclarèrent 'Sur la Voie du Bolchevisme' puis du Groupe 'Tiemoko Garan Kouyaté' du nom du grand résistant communiste malien fusillé par les nazis. Leur itinéraire est une véritable école du putschisme. De nos jours, ils sont devenus les hérauts de la droite internationale et surtout attirés de la France dans son expédition actuelle au Mali.

A cela s'ajoutent d'autres qui furent des patriotes émérites et qui ont façonné la conscience politique de bon nombre de militants qui luttèrent farouchement pour l'avènement de la démocratie malienne. Là où la répression sanglante de l'UDPM n'a pas réussi, la 'gestion concertée du pouvoir' et le 'consensus démocratique' firent merveille. Jadis pourfendeurs de l'impérialisme et du colonialisme, ils en sont aujourd'hui les « valets », applaudissant frénétiquement à l'intervention française et à toutes les initiatives de la CEDEAO et des Occidentaux. Hier disciples de Alpha Oumar Konaré puis de ATT et amis de la France de Sarkozy, ils se sont mués en disciples tout aussi convaincus de Tonton Hollande qui les a

réinstallés au pouvoir qu'ils craignaient de perdre. Il ne serait pas étonnant qu'ils agissent de la même façon s'il arrivait que le Front National prenne le pouvoir en France. Ils sont prêts à tout pour rester au pouvoir et sauvegarder leurs intérêts privés et biens volés aux populations encore plus 'misérabilisées' par leur démocratie prédatrice.

La ruée vers les coffres forts de l'État fit école. De nouvelles théories furent échafaudées. Il fallait créer de toutes pièces, disaient-ils, une nouvelle bourgeoisie nationale en lui permettant de s'enrichir rapidement pour accélérer, professaient-ils, le processus du changement et de la révolution. Les marxistes léninistes d'hier devinrent les pires libéraux d'aujourd'hui, prédateurs des biens publics et fossoyeurs de l'économie nationale. La corruption devint un système de gouvernance. Des sommes faramineuses furent injectées dans la politique pour acheter les bulletins de vote et s'assurer ainsi du contrôle de l'appareil d'État en guise d'assurance vie pour l'impunité. Les techniques de fraude électorale en tout genre furent mises à l'épreuve. Elle passa du stade artisanal à l'ère industrielle. Le positionnement sur les listes électorales présentées par les partis politiques fut quotté à la bourse des valeurs 'démocratiques' pour accéder à encore plus de richesses avec encore plus de rapidité et en toute impunité. Ce fut un véritable festival des brigands. Des fortunes colossales surgirent du néant. Et ATT paracheva le système en déclarant qu' « on ne devait humilier aucun chef de famille ». L'impunité fut désormais garantie. Les « châteaux de la sécheresse » du temps de l'UDPM étaient de l'amateurisme. Place fut faite désormais aux professionnels de l'enrichissement illicite et de la corruption.

Pour amadouer l'armée, on convia ses chefs au festin. Des fonctions civiles leur furent distribuées à tour de bras. Faute de places pour toute la multitude de gradés supérieurs, on en fabriqua. On les nomma Hauts Représentants de l'armée dans des départements ministériels où ils n'avaient rien à y faire. Il fallait donner à chacun quelque chose à se mettre sous la dent. L'appareil administratif de l'État se militarisa à outrance afin de se prémunir contre tout putsch éventuel. L'État finit par s'éloigner du citoyen, le dirigeant politique du militant, l'officier supérieur du reste de l'armée, l' élu local de ses administrés dont il vendait à tort et à travers les terres communales. L'injustice s'accompagna de l'arrogance. Dans ces conditions on finit par amorcer la bombe sociale qui allait finir par emporter la 'démocratie' malienne au grand soulagement des populations un certain 22 mars 2012.

Cependant l'espoir fût cependant de courte durée. Le changement tant attendu se transforma en mirage voire de nouveau en désespoir. La

désespérance des populations apporta de l'eau au moulin des charlatans sociaux d'un genre nouveau qui leur firent miroiter les bénéfices de la drogue spirituelle. Les lieux de culte instrumentalisés par des nouveaux 'politiciens' barbus et enturbannés, devinrent le refuge naturel d'une jeunesse désemparée et sans perspectives. La charia fût proclamée remède suprême contre l'injustice et l'impunité. L'irruption du religieux sur la scène politique réduisit la société politique à la portion congrue. La société civile tout aussi corrompue et discréditée baissa la tête devant l'offensive de la société religieuse. Elle gagna en assurance, prit les choses en main et infligea sa première défaite à l'État lors du vote du code de la famille au niveau du Parlement. Ayant conquis entre temps la présidence de la Commission Électorale Nationale Indépendante (CENI), elle devenait l'arbitre du jeu politique voire même le maître d'œuvre, courtisée par les politiques, se faisant désirer par le médiateur burkinabé et la CEDEAO au point d'obtenir un poste ministériel dans le gouvernement de transition. Plus rien ne se fera désormais sans elle. Elle était assurée de son 'incontournabilité' voire de son prochain triomphe électoral en raison du discrédit des politiques, jusqu'à la brutale intervention militaire française qui doucha ses attentes et l'obligea à revoir à la baisse ses prétentions politiques. Mais elle n'a certainement pas dit son dernier mot. Pendant plusieurs décennies, elle a patiemment investi dans la conscience des populations à travers écoles coraniques et médersas, constructions de mosquées, œuvres sociales et caritatives soulageant çà et là la misère populaire. La cible principale fût la jeunesse dont elle formata la conscience. Il suffit de voir la sortie des mosquées le vendredi et les stades quelle remplit lors de ses meetings et qui font pâlir d'envie les politiciens.

Mais d'où lui viennent ses moyens financiers si conséquents? Des regards interrogateurs se tournent vers les pétromonarchies de la péninsule arabique. Et si derrière tout cela il y avait une nouvelle stratégie de conquête et de domination du monde? Ne sommes nous pas en train d'assister, sans y prendre garde, à la montée en puissance d'un nouvel impérialisme, cette fois-ci arabo-salafiste. Des décennies auparavant, il s'était lancé dans la conquête du monde avec les pétrodollars saoudiens et qataris. Si en Europe, il achète à tour de bras des parts de plus en plus importantes dans les multinationales occidentales, en Afrique et singulièrement au Mali, il arbore le masque de la religion pour mieux cacher sa glotonnerie. Il lorgne de plus en plus vers les richesses minières et s'associe volontiers aux opérations des sociétés occidentales. Au-delà, les achats de terres agricoles attirent leurs investissements. Puis

d'assurance en assurance, ils avancent leurs pions et font corps avec le projet de Grand Sahel projeté par les Occidentaux et qu'ils rêvaient de transformer en Califat islamique jusqu'au raidissement français qui eut à travers son intervention armée marquer son territoire et protéger ainsi les approvisionnements miniers de Areva et Total.

Quant à l'opposition démocratique au système, elle fut tout aussi diabolisée par la presse occidentale, notamment française et les tenants du pouvoir en place au Mali qui la baptisèrent de 'pro putschiste'. Les opposants furent catalogués comme les rebelles du Sud. Même si par ailleurs on est prêt à négocier avec ceux du Nord qui ont pris les armes, il n'est point question de discuter avec les opposants du Sud. Ils sont les pires ennemis. Curieusement, ce sont ceux qui se proclamèrent 'anti putschistes' qui se bousculèrent pour partager le gâteau du pouvoir avec la junte qu'ils dénoncent à tout bout de champ par ailleurs. Leurs incohérences leur importent peu. L'essentiel c'est de rester au pouvoir. La présence militaire française fait plus que les rassurer. Ils pensent avoir désormais toutes les cartes en main. Pourquoi discuter avec des opposants? Plus question de partage de pouvoir même dans le cadre d'une transition. Conférence nationale souveraine? Pas question! Leur Parlement dont le mandat est fini, a été prolongé d'autorité par la CEDEAO en violation de la Constitution malienne. Il va continuer à légiférer au nom du Peuple qui ne se reconnaît point en lui depuis fort longtemps. La boucle est bouclée. Le festival peut continuer à l'ombre des fusils français et de leurs colistiers africains.

Cependant il faut reconnaître qu'en politiciens avertis, ils ont su profiter des erreurs commises çà et là par l'opposition démocratique. Les mensonges, les calomnies, les combines et la corruption firent le reste.

Les opposants n'ont pas su tirer profit du crédit important de confiance contracté auprès des populations qu'ils s'étaient constitué du fait de leur refus de participer à la gabegie du système et leur dénonciation constante du régime. Cependant le soutien apparent, maladroit et très peu critique apporté dans l'enthousiasme à la junte militaire, les erreurs tactiques, certaines alliances de circonstance avec des acteurs déjà discrédités de la scène politique et surtout le dénigrement systématique dont ils furent l'objet du fait de la presse occidentale, le harcèlement de la part du pouvoir actuel et de ses soutiens extérieurs, compliquent à souhait leur tâche tant l'intolérance est profondément inscrite dans les gènes de la prétendue démocratie malienne. En dépit de l'ostracisme dont ils font l'objet, ils ont obligé à plusieurs reprises la CEDEAO et ses soutiens occidentaux à reculer sur certains points. Ils restent la seule espérance pour un

changement réel profitable aux populations dans le rang desquelles ils se sont toujours rangés. Les défis qu'ils doivent relever sont immenses et les obligeront certainement à se restructurer sur des bases plus sûres. Ils doivent quitter le terrain de l'activisme généreux et de l'amateurisme et résoudre au mieux les problèmes de structuration et d'organisation qui les attendent. L'opposition devrait faire preuve d'encore plus de lucidité politique et de sens tactique si elle veut triompher du large complot national et international dont elle est victime. Elle doit chercher à construire autour d'elle des solidarités locales, régionales et internationales fortes et agissantes pour desserrer l'étau pesant qui l'entoure et la menace jusque dans l'existence physique de certains de ses dirigeants. Les arrestations arbitraires, les tentatives de dissimulation de drogue dans les bagages lors des déplacements, les menaces et les intimidations font partie du lot. L'aveuglement et la haine sont tels qu'elle devra rester vigilante. Le chemin sera long et difficile mais elle n'a pas le choix. Il lui faut poursuivre le combat, la mission historique qui reste la sienne pour donner tout son sens à la bataille universelle contre les puissances d'argent et pour le triomphe de l'humain.

L'objectif majeur de l'intervention française n'est pas seulement militaire. Elle est surtout d'ordre politique. Elle cherche avant tout à asseoir et imposer un régime politique qui lui garantisse durablement ses intérêts et ses ambitions de puissance comme dans les autres pays de son pré carré africain. La déclaration de son ministre de la défense est on ne peut plus claire quand il déclare que l'Opération Serval ne prendra fin qu'avec la résolution de la crise politique qui, à ses dires, comporte deux volets, la tenue d'élections le plus vite possible pour une légitimation internationale du pouvoir et l'organisation d'une commission de dialogue et de réconciliation.

La précipitation avec laquelle on veut aller rapidement à des élections rappelle étrangement le schéma ivoirien, la guerre civile et l'impasse politique à laquelle elle a conduit aujourd'hui. Loin d'aboutir à une légitimation du régime, elle risque bien au contraire de le fragiliser davantage. Il paraît évident que les populations maliennes ne se bousculeront point pour apporter leur suffrage à des hommes politiques auxquels elles ne font guère confiance et qu'elles jugent responsables de leurs malheurs. Cela ne semble pourtant point gênant aux yeux des Occidentaux habitués qu'ils sont aux régimes mal élus en Afrique. Le Mali dit démocratique n'a jamais connu un taux de participation dépassant les 30%. Cela n'a point empêché d'en faire une vitrine de la démocratie en Afrique.

Qu'importe, le plus important c'est d'avoir au Mali un gouvernement entièrement favorable aux multinationales occidentales. Areva et Total en seront certainement les premiers bénéficiaires. Le vote par le Parlement de transition d'un nouveau code minier ultra libéral encore plus avantageux pour les multinationales (ce qui n'est point inscrit dans la feuille de route de la transition comme mission) et la distribution accélérée de concessions minières en sont les indications. Ainsi à Faléa, une commune du Cercle de Kéniéba dans la Région de Kayes à l'Ouest du Mali d'une superficie totale de 400km², des concessions minières ont été accordées : 300 km² à des entreprises aurifères, 150 km² à Areva (uranium), 80 km² pour la bauxite, avec des déguerpissements pour des villages installés là depuis belle lurette. Le bradage du pays s'en trouve accéléré. C'est cela la raison véritable de l'intervention militaire française.

Quant à la commission de dialogue et de réconciliation, elle risque d'être le cadre où sera imposé le nouveau statut politique et administratif des régions du Nord pour faire plus de place au MLNA, ce cheval de Troie forgé pour la circonstance. La partition de fait du pays semble engagée derrière l'autonomisation de façade en voie d'être imposée à des autorités désormais 'obligées' de la France. Derrière le MLNA se cachent les multinationales françaises.

La France déclare vouloir se retirer prochainement et laisser la chair à canon africaine veiller au grain, désormais sous mandat onusien. Se retire-t-elle totalement? Ne serait-elle pas tentée de se transformer en « Opération Licorne » comme en Côte d'Ivoire? Ne garderait-elle pas la base aérienne de Tessalit tant convoitée depuis par les Occidentaux et dont on connaît l'importance stratégique? La France et les États Unis ont longtemps convoité des bases militaires dans la région saharienne. Maintenant qu'ils y sont, vont-ils en repartir? Il est permis d'en douter. Leur présence risque de se prolonger et les peuples finiront par comprendre un jour la perfidie des prétendus libérateurs. L'exemple congolais est là pour enlever toute illusion à ceux qui y croient. L'assassinat de Lumumba livré par les troupes mêmes de l'ONU à ses meurtriers, le long martyr du peuple congolais depuis des décennies devraient ouvrir les yeux aux Africains.

On ne peut libérer aucun peuple à sa propre place. Il appartient à celui du Mali de construire son propre destin et en toute souveraineté.

Aucune démocratie n'est viable dans l'impunité. Sans exigence d'obligation à rendre compte, sans sanction, il n'y a pas de démocratie. Il faut mettre un terme aux parodies électorales et aux démocraties factices en Afrique et ailleurs. Les peuples doivent eux-mêmes construire leur

propre souveraineté dans le respect de leur histoire et de leur culture. Ils doivent s'emparer de façon endogène des valeurs démocratiques universelles qui sont bafouées un peu partout en Europe même et aux USA qui prétendent s'arroger en modèle absolu. Les Occidentaux se trompent lourdement dans leur entêtement à continuer à imposer à nos pays des élites dociles et entièrement corrompues. On ne peut cacher indéfiniment le soleil de la vérité. Elle finira par dissiper toutes les ombres, toutes les illusions, toutes les drogues spirituelles d'ici et d'ailleurs, toutes les décérébrations et formatages de conscience dont les peuples ont longtemps été victimes et qu'ils finiront par ne plus supporter.

Ô mon corps, disait Fanon, fais de moi un être qui interroge!

Pr Issa N'DIAYE
Bamako Mali